

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	24-12-2010	2011-9600
ENREGISTREMENT	18-01-2011	102839

ARRETÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 BIS  
-----

Séance du mardi 21 décembre 2010  
-----

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE  
DE TRAVAIL N° 98 DU 20 FEVRIER 2009 CONCERNANT  
LES ECO-CHEQUES  
-----

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 BIS DU 21 DECEMBRE 2010 MODI-  
FIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 DU 20 FEVRIER 2009  
CONCERNANT LES ECO-CHEQUES**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail  
et les commissions paritaires ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27  
juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1969 concernant la sécurité sociale des travail-  
leurs ;

Vu la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concer-  
nant les éco-chèques ;

Considérant qu'il importe de spécifier certains points de la convention collective de travail n° 98 précitée ;

Considérant qu'il convient également de consolider la liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques et d'y apporter un certain nombre de précisions en vue d'en assurer le respect sur le terrain ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 21 décembre 2010, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

#### Article 1er

Un article 5 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques :

c.c.t. n° 98 bis

"Article 5 bis

En même temps que les informations transmises au travailleur qui quitte l'employeur, sont communiqués au travailleur, le nombre d'éco-chèques qui doivent lui être octroyés ainsi que le moment auquel ces éco-chèques lui seront effectivement remis."

Article 2

Dans l'article 6, § 1er de la même convention collective de travail, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

"Les jours habituels d'inactivité ne constituent pas des interruptions des périodes visées à l'alinéa précédent dans la mesure où ils se situent entre deux de ces périodes. Ces jours doivent être pris en considération pour la détermination de la durée de la période d'occupation."

Article 3

Dans l'article 6, § 3, alinéa 1er, les mots "pécule de vacances" sont remplacés par les mots suivants : "les jours pour lesquels le contrat de travail est suspendu en vertu de l'article 28, 1° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail".

Commentaire

Les jours pour lesquels le contrat de travail est suspendu en vertu de l'article 28, 1° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail doivent s'entendre comme comprenant les périodes couvertes par une allocation-vacances jeunes ou une allocation-vacances seniors.

Article 4

Un chapitre V bis comprenant l'article 6 bis est inséré entre les chapitres V et VI de la même convention collective de travail.

## **"CHAPITRE V BIS - MODALITÉS PARTICULIÈRES DE PAIEMENT**

### **Article 6 bis**

Lorsque pour la période de référence pour laquelle des éco-chèques sont octroyés, le montant total de ces éco-chèques est moindre que 10 euros, l'employeur a le choix entre remettre effectivement ces éco-chèques ou ajouter ce montant, majoré de 50 %, à la rémunération."

### **Article 5**

La liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques annexée à la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques est remplacée par la liste annexée à la présente convention collective de travail.

### **Article 6**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2011, sauf en ce qui concerne les articles 2 et 3 qui sont applicables aux éco-chèques remis à partir du 1er janvier 2011.

Elle a la même durée de validité et peut être dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie.

Fait à Bruxelles, le vingt et un décembre deux mille dix.

## LISTE DES PRODUITS ET SERVICES ÉCOLOGIQUES POUVANT ÊTRE ACQUIS AVEC DES ÉCO-CHÈQUES

---

### I. Économie d'énergie

- A. Achat et/ou placement (par des entrepreneurs enregistrés) de produits et services qui satisfont aux critères de réductions fiscales fédérales en vue d'économiser l'énergie, prévues à l'article 145, 24° du Code des impôts sur les revenus ;
- B. Produits et services qui, au 30 septembre 2010 ou ultérieurement, entrent en ligne de compte dans une des Régions pour des subventions régionales dans le cadre de la politique en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie, y compris les subventions régionales pour l'achat d'appareils électriques économiques ;
- C. Achat de produits qui sont spécifiquement destinés à l'isolation des habitations ;
- D. Achat d'ampoules économiques, de lampes lumineuses et d'éclairages LED ;
- E. Appareils électriques qui fonctionnent exclusivement à l'énergie solaire ou à l'énergie manuelle ;
- F. Achat et placement de systèmes de gestion de la ventilation des habitations répondant à la norme NBN 50-001 types C à la demande et D avec récupération de chaleur.

### II. Économie d'eau

- A. Douchette économique ;
- B. Citerne de récupération d'eau de pluie ;

- C. Économiseur d'eau pour robinets ;
- D. Réservoir d'eau pour toilettes avec touche économique.

### III. Promotion de la mobilité durable

- A. Placement d'un filtre à particules sur les voitures diesels dont l'année de construction se situe jusqu'en 2005 inclus ;
- B. Placement d'une installation LPG sur les voitures ;
- C. Titres de transport pour les transports en commun, à l'exception des abonnements ;
- D. Achat et entretien de vélos, y compris de vélos assistés exclusivement par un moteur auxiliaire électrique, de pièces pour vélos et d'accessoires pour vélos. Achat et entretien de scooters électriques ;
- E. Cours d'éco-conduite ;
- F. Déplacements en autocar.

### IV. Gestion des déchets

- A. Achat de piles NiMH portables et rechargeables et de chargeurs pour ce type de piles ;
- B. Fût ou bac de compostage ;
- C. Produits entièrement constitués de matériaux compostables ou biodégradables qui répondent à la norme NBN EN 13432, ainsi que les langes lavables ;

D. Papier 100 % recyclé non blanchi ou blanchi TCF ;

V. Promotion de l'écoconception : produits et services qui disposent du label écologique européen ou du logo de production biologique de l'Union européenne

VI. Promotion de l'attention pour la nature

A. Achat de bois exploité durablement (FSC ou PEFC) ou d'objets fabriqués en bois exploité durablement, ainsi que de papier produit à partir de fibres recyclées ou de fibres vierges provenant de bois exploité durablement ;

B. Achat d'arbres et de plantes d'extérieur, de bulbes et de semences pour l'extérieur, d'outils de jardinage non motorisés, de terreau, de terre végétale et de compost qui répond aux conditions fixées par les Régions ainsi que d'engrais garantis bio.

-----



**MODIFICATION DES COMMENTAIRES DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE  
TRAVAIL N° 98 DU 20 FEVRIER 2009 CONCERNANT LES  
ECO-CHEQUES**

---

Le 21 décembre 2010, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques.

Lesdites modifications ont pour objectif de spécifier certains points de cet instrument interprofessionnel et d'apporter un certain nombre de précisions dans la liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques.

A cette occasion, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont jugé nécessaire de :

Modifier le commentaire de l'article 4 de la convention collective de travail n° 98

Le deuxième alinéa du commentaire de l'article 4 est remplacé par le texte suivant :

"Ces évaluations peuvent se faire sur la base de propositions avancées par les autorités compétentes et d'autres propositions concrètes d'adaptation transmises directement au Conseil national du Travail au plus tard le 30 juin de l'année au cours de laquelle l'évaluation concernée se déroule."

---

	<b>DATUM</b>	<b>NUMMER</b>
<b>NEERLEGGING</b>	<b>24-12-2010</b>	<b>2010-9600</b>
<b>REGISTRATIE</b>	<b>18-01-2011</b>	<b>102839</b>

**KONINKLIJK BESLUIT**

**BELGISCH STAATSBLAD**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 98 BIS**  
-----

Zitting van 21 december 2010  
-----

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE  
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98 VAN 20 FEBRUARI 2009  
BETREFFENDE DE ECOCHEQUES**  
-----

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98 BIS VAN 21 DECEMBER 2010 TOT  
WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98 VAN  
20 FEBRUARI 2009 BETREFFENDE DE ECOCHEQUES**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques;

Overwegende dat een aantal punten van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 moeten worden verduidelijkt;

Overwegende dat daarnaast de lijst van ecologische producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden, bevestigd dient te worden en dat er een aantal verduidelijkingen in aangebracht moeten worden om ervoor te zorgen dat die lijst in de praktijk wordt nageleefd;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 21 december 2010 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

#### Artikel 1

In de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques wordt een artikel 5 bis ingevoegd, luidende:

Cao nr. 98 bis

### "Artikel 5 bis

Tegelijk met de hem bezorgde informatie wordt de werknemer die de werkgever verlaat in kennis gesteld van het aantal ecocheques die hem moeten worden toegekend en van het ogenblik waarop die ecocheques hem effectief zullen worden afgegeven."

### Artikel 2

In artikel 6, § 1 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt een tweede alinea ingevoegd, luidende:

"De gewone inactiviteitsdagen vormen geen onderbreking van de in de vorige alinea bedoelde periodes voor zover ze tussen twee van die periodes liggen. Die dagen moeten in aanmerking worden genomen voor de vaststelling van de duur van de tewerkstellingsperiode."

### Artikel 3

In artikel 6, § 3, eerste alinea van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "of vakantiegeld" opgeheven en wordt de zin verder aangevuld als volgt: "of het aantal dagen tijdens welke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst ingevolge artikel 28, 1° van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten".

### Commentaar

De dagen tijdens welke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst ingevolge artikel 28, 1° van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, worden geacht de periodes te omvatten die gedekt zijn door een jeugdvakantie-uitkering of een seniorvakantie-uitkering.

### Artikel 4

Tussen de hoofdstukken V en VI van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt een hoofdstuk V bis ingevoegd met een artikel 6 bis.

## **"HOOFDSTUK V BIS – BIJZONDERE BETALINGSWIJZEN**

### **Artikel 6 bis**

Wanneer voor de referentieperiode waarvoor ecocheques worden toegekend, het totale bedrag van die ecocheques minder dan 10 euro bedraagt, kan de werkgever naar keuze die ecocheques effectief afgeven of dat bedrag, verhoogd met 50 %, toevoegen aan het loon."

### **Artikel 5**

De lijst van ecologische producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden, welke lijst bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques is gevoegd, wordt vervangen door de lijst die als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst is opgenomen.

### **Artikel 6**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2011, met uitzondering van de artikelen 2 en 3, die van toepassing zijn op de ecocheques die vanaf 1 januari 2011 worden afgegeven.

Zij heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt.

Gedaan te Brussel, op eenentwintig december tweeduizend en tien.

**LIJST VAN ECOLOGISCHE PRODUCTEN EN DIENSTEN DIE MET ECOCHEQUES AAN-  
GEKOCHT KUNNEN WORDEN**

---

I. Energiebesparing

- A. Aankoop en/of plaatsing (door geregistreerde aannemers) van producten en diensten die voldoen aan de criteria van de in artikel 145, 24° van het Wetboek Inkomstenbelastingen bepaalde federale fiscale verminderingen met het oog op energiebesparing;
- B. Producten en diensten die in een van de Gewesten op 30 september 2010 of later in aanmerking komen voor regionale subsidies in het kader van het beleid inzake rationeel energiegebruik, met inbegrip van de regionale subsidies voor de aankoop van energiezuinige elektrische apparaten;
- C. Aankoop van producten die specifiek zijn bestemd voor de isolatie van woningen;
- D. Aankoop van spaarlampen, tl-lampen en led-verlichting;
- E. Elektrische apparaten die uitsluitend werken op zonne-energie of op handmatig geproduceerde energie;
- F. Aankoop en plaatsing van beheerssystemen voor ventilatie van woningen, die voldoen aan de norm NBN 50-001 types C (met vraagsturing) en D (met warmteterugwinning).

II. Waterbesparing

- A. Spaardouchekop;
- B. Recuperatietank voor regenwater;

- C. Hulpstuk voor waterbesparing op kranen;
- D. Spoelbak voor toiletten met spaarknop.

### III. Bevordering duurzame mobiliteit

- A. Plaatsing van roetfilters in personendieselwagens met bouwjaar tot en met 2005;
- B. Plaatsing lpg-installatie in personenwagens;
- C. Vervoersbewijzen voor openbaar vervoer, met uitzondering van abonnementen;
- D. Aankoop en onderhoud van fietsen, met inbegrip van fietsen uitsluitend ondersteund door een elektrische hulpmotor, fietsonderdelen en fietstoebehoren; aankoop en onderhoud van elektrische scooters;
- E. Cursussen ecodriving;
- F. Verplaatsingen met de autocar.

### IV. Afvalbeheer

- A. Aankoop van oplaadbare, draagbare NiMH-batterijen en van oplaadtoestellen voor dergelijke batterijen;
- B. Compostvat of compostbak;
- C. Producten die volledig bestaan uit composteerbaar of biologisch afbreekbaar materiaal, die voldoen aan de norm NBN EN 13432, alsook wasbare luiers;



D. Papier dat voor 100 % gerecycleerd is en dat ongebleekt of TCF-gebleekt is.

V. Bevordering van ecodesign : producten en diensten met het Europese ecolabel of het EU-logo voor biologische productie

VI. Bevordering van de aandacht voor de natuur

A. Aankoop van duurzaam geëxploiteerd hout (FSC of PEFC) of houtproducten gemaakt uit duurzaam geëxploiteerd hout, alsook papier dat geproduceerd is met gerecycleerde vezels of met verse vezels afkomstig van duurzaam geëxploiteerd hout;

B. Aankoop van bomen en buitenplanten, bloembollen en zaden voor buiten, niet gemotoriseerde tuingereedschappen, potgrond, teelaarde en compost die voldoet aan de door de Gewesten gestelde voorwaarden, alsook meststoffen met biogarantie.

-----

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST  
NR. 98 VAN 20 FEBRUARI 2009 BETREFFENDE  
DE ECOCHEQUES**

-----

Op 21 december 2010 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques.

Die wijzigingen hebben tot doel een aantal punten van dat interprofessionele instrument te verduidelijken en ook een aantal verduidelijkingen aan te brengen in de lijst van ecologische producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden.

Naar aanleiding daarvan hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties het noodzakelijk geacht:

De commentaar bij artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 te wijzigen

De tweede alinea van de commentaar bij artikel 4 wordt vervangen als volgt:

"Die evaluaties kunnen gebeuren op basis van voorstellen van de bevoegde overheden en andere concrete aanpassingsvoorstellen die rechtstreeks aan de Nationale Arbeidsraad worden bezorgd uiterlijk op 30 juni van het jaar waarin de betreffende evaluatie plaatsvindt."

-----